

## RAPPORT DE L'USI ITALIE

Je veux d'abord vous saluer de la part de mon organisation, l'USI Italie, pour votre travail et vous donner les encouragements de la part de tous les camarades avec qui vous avez partagé ces années de luttes et de projets. Un merci tout spécial aux camarades du SI pour leurs efforts déployés dans les luttes communes de ces dernières années, et pour le soutien d'un large réseau de contacts et de projets.

Permettez-moi de vous parler de l'Italie. La crise continue de laisser à la rue des milliers de travailleurs du monde entier. En Italie, plus de 650 000 licenciements et d'ici quelques mois, 900 000 personnes se retrouveront sans travail. La solution des patrons afin de résoudre la crise serait : la réduction des salaires, la suppression des droits établis par les contrats et les règlements, destruction de l'opposition syndicale, ainsi que l'exploitation croissante de qui continue à travailler avec une plus grande flexibilité et une productivité accrue. A cela s'ajoute un appauvrissement en raison des pertes des services publics (santé, social, scolaire). L'action particulièrement grave est faite à l'école publique avec le plus grand licenciement massif de l'histoire italienne, qui réduit aussi les ressources et le temps du cycle de formation en faveur des écoles privées.

L'USI après avoir participé à un long cycle de luttes contre la réforme Gelmini (la réforme du Ministère de l'éducation) dans diverses assemblées, a décidé avec l'unicobas et la coordination des travailleurs précaires une grève générale le 8 octobre qui a vu la participation de 6% des travailleurs de l'éducation (environ 60.000) qui sont descendus dans les rues avec des milliers de jeunes étudiants de plus de 50 villes italiennes. Ensuite, une autre grève a eu lieu, le 17 Novembre avec 40 000 travailleurs dans toute l'Italie, à Rome ont également participé, tous les travailleurs des coopératives sociales et de toutes les entreprises travaillant pour la municipalité. La mobilisation continue encore aujourd'hui à défendre les emplois de centaines de personnes que la mairie veut licencier. La lutte générale de ces derniers mois a mis l'accent sur la protection des droits fondamentaux comme les salaires décents et les emplois que nous pensions déjà acquis. Mais la lutte, continue le 14 décembre avec la date du vote du parlement en faveur du Gouvernement, et nous espérons à la grève générale qui n'a pas encore eu lieu.

Notre engagement en tant que syndicat est exprimé non seulement dans la défense des travailleurs, mais aussi dans les luttes sociales, comme les sans-papiers, en organisant des grèves et des réseaux de solidarité, pour ceux qui luttent à la reconnaissance de l'égalité des droits et de la citoyenneté pour tous ceux qui vivent dans le pays, contre le contrôle et l'exploitation des ressources naturelles qui ravagent notre terre comme, les décharges, les déchets nucléaires, et contre la privatisation des biens communs comme l'eau.

Participant au réseau du mouvement appelé « unis contre la crise » pour unifier les luttes de tous ceux qui ont vu leur vie devenir misérable par les choix économiques du marché, et pour généraliser le conflit afin d'obtenir votre RSA. Nous participons au réseau pour la sécurité au travail afin de défendre ceux qui risquent leur vie chaque jour à cause de la cupidité des patrons, comme ce qui s'est passée à la Tissenkrup.

Nous pratiquons la lutte quotidienne contre le fascisme dans les rues de nos villes et dans les institutions, là où les fascistes, sous couvert de la démocratie, siègent.

Pour cela, nous entrons dans les organisations des partisans comme l'ANPI. Enfin, nous nous soucions des nouvelles lois du travail qui ont été approuvées le 19 octobre, et qui augmente les protections pour les entreprises contre les employés, dans le public et privé : difficulté de gagner devant les tribunaux, difficulté de contester un licenciement et d'obtenir des réparations. En particulier, sont protégées les entreprises qui exploitent les travailleurs précaires, la loi permet également aux patrons de ne pas respecter obligatoirement les accords nationaux.

Nous espérons continuer à travailler dans la coordination rouge et noire avec la CNT pour son élargissement et sa visibilité, de pouvoir créer une coordination dans le secteur de l'éducation car il s'agit d'un domaine qui nous intéresse beaucoup, car nous avons organisé une conférence sur l'éducation libertaire et la conception d'une université libertaire.

Je vous salue et vous remercie pour votre chaleureuse hospitalité et pour tout ce que j'apprends à chaque fois que je rencontre vos camarades.

Pour le secrétariat USI, NAIR

Fait à St Etienne le 11 décembre 2010 durant le XXXI Congrès Confédéral de la CN